



**Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs  
Professeurs des Écoles, AESH, PsyEN et contractuels  
Education Nationale**

**de Seine-Maritime**

Madame la Directrice académique,  
Mesdames et Messieurs les membres de la CAPD,

Le SNUDI FO 76, avec sa fédération la FNEC FP FO, en ce début d'année 2026, vous formule ses vœux, malheureusement similaires à l'an passé, d'arrêt de marche à la guerre et de paix concernant l'ensemble des conflits dans le monde.

Dans un contexte géopolitique mondial plus que tendu : la guerre en Ukraine, le génocide à Gaza, l'interventionnisme américain au Vénézuéla et sa volonté d'expansionnisme, le SNUDI FO 76 revendique plus que jamais son attachement tout particulier à son slogan « pain, paix, liberté ».

Cette situation internationale a bien entendu des répercussions pour la France. Tout d'abord, cette marche à la guerre a des répercussions immédiates sur le budget, puisqu'en augmentant significativement celui de l'Armée, les autres budgets des ministères publics, dont l'Education nationale, sont rationnés et l'austérité imposée est sans précédent. Les 7 milliards d'euros de plus pour la guerre empêchent le bon fonctionnement des services publics et entraînent les travailleurs à devoir faire toujours plus avec toujours moins. Le SNUDI FO 76 renouvelle sa revendication : « De l'argent pour l'Ecole publique, pas pour la guerre ».

Dans le même registre, le SNUDI FO 76 réaffirme sa volonté de retrait du guide visant à « acculturer » nos élèves à la Défense. Ce dernier venant peu après la déclaration du général Mandon nous demandant de nous préparer à sacrifier nos enfants. C'est un tournant ! L'armée n'a aucunement sa place à l'école et l'école n'a pas à inculquer la culture militaire aux élèves. Il en va de même avec les recrutements pour le service national volontaire qui n'a pas sa place dans les établissements scolaires et notamment dans les lycées.

Concernant, le budget Macron-Lecornu, il aura un impact considérable pour le fonctionnement de l'Ecole. Si nous nous félicitons du retour de la possibilité pour tous les PE de Seine Maritime de demander un temps partiel de droit à 80% annualisé, nous ne pouvons pas être insensibles à la prochaine carte scolaire qui prévoit déjà 4000 suppressions de postes nationalement. Ces suppressions interviendront dans un contexte déjà

compliqué pour les personnels, avec le manque de moyens, l'acte 2 de l'école inclusive, PPCR, etc. Le SNUDI FO 76 défendra toutes les situations pour lesquelles il sera sollicité.

La semaine passée, le sénat s'est opposé à une proposition de loi visant à offrir un statut de fonctionnaire aux AESH. Cette demande, depuis longtemps répétée par les organisations syndicales et par toute la profession, rejetée est un nouvel affront pour les personnels pourtant essentiel au bon fonctionnement des écoles. Nous réaffirmons notre revendication : « un statut de fonctionnaire, un vrai salaire et un temps plein pour 24h pour les AESH ! ».

Concernant les rendez-vous carrière, le SNUDI FO 76 dénonce la procédure de recours fastidieuse du PPCR. Cela se traduit par un découragement à s'en saisir de la part des personnels victimes d'incohérences dans leur évaluation.

La question de l'appréciation se pose aussi dans le cadre de l'accès à la classe exceptionnelle. Les personnels vivent mal le côté arbitraire et opaque de l'appréciation. Les incompréhensions pour les personnels sont nombreuses et cela a des conséquences considérables sur le moral des agents. Pour le SNUDI FO 76, tous les agents doivent pouvoir terminer une carrière complète au plus haut grade et au plus haut échelon de la grille indiciaire.

Aussi, il est important d'évoquer l'évaluation des directeurs. Cette évaluation, apparue avec la loi Rilhac, dont le SNUDI FO 76 demande l'abrogation, s'intègre à cette culture de l'évaluation permanente qui s'apparente à une mise au pas des personnels. Nous la refusons.

Nous vous remercions de votre attention.

Le SNUDI FO 76